

Enbat

Wiki partecipatif
de Hemen

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
26 novembre 2009
N° 2104
1,30 €

Déclaration d'Alsasu

Préliminaires de la trêve ?

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Ensemble... pour quoi faire ?

LES décisions issues des urnes des assemblées générales d'Abertzaleen Batasuna ne manquent pas de susciter, à chaque fois, des commentaires variés, preuve évidente que les orientations prises par ce parti sont étudiées à la loupe en différents lieux.

Certaines réactions venues du monde abertzale sont, à ce titre, étonnantes de par leur froideur. Ne laissant transparaître aucune forme de satisfaction quant au choix d'AB d'impulser la coalition Euskal Herria Bai pour les élections régionales, elles prennent le parti de formuler des inquiétudes sur la sincérité de son engagement. Pourquoi tant de réserves quand il s'agirait de se féliciter d'une décision issue d'un vote et de saluer l'honnêteté des porte-parole du parti qui ne cachent ni les débats, ni le peu d'écart qui séparait les propositions en lice?

Il est exact qu'un processus démocratique est, par essence, fragile, mais c'est ce qui en fait un bien précieux. Et, si elles peuvent dévoiler des oppositions et des divergences tactiques, donnant alors une image de faiblesse, les décisions qui en sont issues ont pour elles la force de la majorité. Le vote consécutif au débat reste la valeur la plus sûre du respect des opinions de chacun, de l'expression de la diversité et de la résolution prise en toute transparence. Or c'est bien ce processus qui est mis en doute par certains propos peu enthousiastes.

Pourtant, un choix a été fait qui dorénavant est le seul qui compte. Et il n'est pas anodin. AB, qui dispose de plusieurs dizaines d'élus en Iparralde, a pris un risque. Il s'est détourné d'une alliance alléchante avec Aquitaine-Écologie qui lui promettait un conseiller régional (ce qui n'est pas rien!) pour faire le choix, sans aucune chance d'élection, du rapprochement avec ses partenaires abertzale. Qui peut penser qu'une telle décision puisse être prise dans la ferveur unanime et qu'elle ne méritait pas que l'on s'y attarde quelque peu?

AB parie à nouveau sur l'avenir: faire taire les querelles entre abertzale d'Iparralde pour avancer ensemble. Ceci, au moment où les dirigeants de la Gauche abertzale histo-

rique, conscients de la voie sans issue dans laquelle les mène ETA, semblent enfin avoir pris la décision de voler de leurs propres ailes, s'affranchissant de la tutelle militaire. Le choix d'AB doit aussi se lire à l'aune de ce contexte nouveau. Ce qu'il clame haut et fort depuis la division engendrée par la naissance de Batasuna est enfin repris, à sa manière, par la Gauche abertzale: un processus démocratique, civil, débarrassé du chantage militaire, participatif et adapté aux rythmes des différentes entités qui composent le Pays Basque. Saut qualitatif gigantesque qu'AB ne peut qu'applaudir et encourager.

La Gauche abertzale propose un processus démocratique, donc fragile, qui suscite bien des réticences et des difficultés en son sein, puisque son identité s'est forgée à l'ombre de la lutte armée. Mais la décision est courageuse. Et elle n'a pas pu être prise sans l'aval d'une majorité issue d'un long débat. L'important n'est pas de savoir combien de voix sépareraient la tendance favorable à cette option de celle qui y était hostile. L'important est le résultat et ce qu'il change pour l'avenir. Viendrait-il à l'idée de quelqu'un de rechercher les dessous de cette décision pour en souligner les divisions qu'elle a pu engendrer?

Prenant ses responsabilités, AB a opté pour l'alliance entre abertzale malgré les réserves liées au comportement de Batasuna. Se pose maintenant la question essentielle: ensemble, oui, mais pour quoi faire? La réponse est sans équivoque: pour être forts. Le message abertzale devra être porté avec vigueur. Tout comme devra être fort et sans faille l'engagement de tous les abertzale dans la formidable bataille qui s'annonce pour les régionales: réussir le pari historique d'une consultation sur l'avenir institutionnel d'Iparralde. Peu importe le terme choisi pour dénommer cette institution car cette opportunité ne se présentera pas une seconde fois. Ensemble, nous savons donc ce que nous avons à faire. L'union des abertzale n'aura de sens que si elle fait avancer ce territoire dans sa quête pour la reconnaissance. Dans le cas contraire, elle ne serait qu'un symbole qui tranquillise les consciences.

Identitate nazionala

FRANTZIAN piztu den - edo xuxenago erraiteko - piztua izan den identitate nazionalari buruzko eztabaidak begi bixtarat aurkezten du Frantziak zer nolako nekeziak dituen bere nortasuna definitzeko. Badira (gutti azken finean) eztabaida hau baztertzen dutenak, erranez mundializazio garai honetan, ez duela fitxik erran nahi identitate nazional batetaz mintzatzea. Errespetatzen ahal dira hola-ko iritziak bainan usu horren gibelean, gordetzen dira ikuspundu hertsia; erretxa da «munduko hiritarsun» bat aipatzea edo goratzea, mundu osoan, bere nortasuna errespetatua, onartua eta usu garaile historikoa delarik. Euskaldunak, guttiengoan eta guttitua baigira, badakigu nazio nortasunaren inportantzia eta funtzioa. Azken denboretan Frantzia argitaratuak diren artikuluak edo iritziak irakurtzen edo entzuten direlarik, kezkarria da ikustea frantses identitatearen definizioan sartzen dituzten elementuak, ez direla fuintsean egiazko elementu kulturalak bainan bai Frantses estadoak erabaki dituen arauak, legeak edo printzipio handiak. Max Gallo frantses intelektual famatuak dion bezala, sartu behar dira frantses identitatean «lurraren dretxoak, berdintasuna, unibertsalismoa, eskola laikoa», eta abar. Harritzekoa da ikustea elementu horiek unibertsalak direla eta ez dutela zinez identitate bat definitzen edo aurkezten bainan bai babesten edo mugatzen. Frantses presidentek burka jantziaren arazoa aipatzen duela-

rik frantses nortasuna aipatzerakoan, erakusten du ere Frantzia arazoz tronpatzen dela. Euskal Herri burujabe batean, zer erabakiko ginuke burkari buruz? Ez gira ausartuko erantzun bat emaitera, bainan galdera honek ez luke tokirik euskal nortasunaren definitzeko eztabaida batean. Frantziak pausatzen duen galdera beraz ez da identitate baten definizioaren inguruan, bainan bai identitate horren lekua edo eragina, eta hor gira sartzen euskaldunak. Heldu diren urteetan, galdera hau pausatua izanen da gero eta gehiago, eta badakigu zer izanen den frantses estadoaren aldetik erantzuna. Adibide bat emaiterako, Marseillaise himnoa berriz sarraraztea eskolako egitarautan seinale argi bat da. Identitateaz mintzatzea Frantzia, frantses identitatearen eraginaz mintzatzea da. Europako azken errepublika etnikoan, guttiutak diren kolektiboentzat seinale txarra beraz. Iparraldean, eztabaida gogorak prestatu behar ditugu erakusteko euskal nortasunak etorkizunari begira beste idekidurak proposatzen dituela. Ohargarria da kanpotik etortzen diren jende askorentzat, euskara edo euskal kultura integratzeko elementuak direla; eta hortarat arribatze-ko, euskal nortasunak ez ditu plantan ezarri edo inposatu lege- diak edo arauak, hortan dugu gure aberastasuna. Gaur egun, euskal nortasunari buruzko galderak pausatzen dira ere, argi da erantzun bakar bat ez dela eman behar segurtatzeko gure kultura idekia egonen dela.



... et réjoui de la fureur des francophones belges qu'un flamming convaincu ait été nommé à la présidence européenne. Pour un wallon l'avenir avec un flamand n'est pas rose.

... pas tant que ça de la déception de nos amis irlandais frustrés de la qualification à la coupe du monde de foot par un but français entaché d'une faute de main que les arbitres ont été les seuls à ne pas voir. Un match qu'ils auraient dû remporter haut la main, tellement les manchots français avaient joué petit bras tout au long de la partie.

... que plutôt que d'affronter les sifflets au congrès des maires de France, Sarko prenne dare dare le chemin de l'Arabie Saoudite au prétexte de quelques armes à vendre. Mieux vaut une petite traversée du désert qu'une pluie d'insultes.

... pas tant que ça que, craignant une récupération politique, le fils d'Albert Camus refuse de voir les restes de son père transférés au Panthéon, comme le souhaite Sarko. Nicolas se serait écrié: «Ces intellectuels, c'est vraiment la peste!».

... pas tant que ça que le très traditionaliste et très espagnoliste donostiar, José Ignacio Munilla, actuellement évêque de Palencia et protégé des cardinaux ultra conservateurs Rouco Varela et Cañizares, soit nommé évêque de Donostia. Du renfort pour le pool Aillet.

... pas tant que ça que les nouveaux responsables du diocèse de Bayonne ne veulent plus voir d'enfants de chœur filles. Servir la messe, c'est d'abord porter les burettes. Confirmation que certains ecclésiastiques préfèrent les petits garçons.

... et souvenu qu'au Moyen Age, l'église qui interdisait aux femmes de chanter dans les sanctuaires avait inventé les castrats pour avoir des voix de soprano. Heureusement la Maîtrise des petits chanteurs de la cathédrale de Bayonne a fermé ses portes il y a 40 ans.

Flashée mais pas verbalisée...

JE l'ai souvent exprimé, mais malheureusement, l'actualité me donne encore raison: l'agriculture officiellement dite compétitive est celle qui, en réalité, coûte le plus cher, directement ou indirectement, à la collectivité. Elle bénéficie d'une concurrence déloyale qui handicape les systèmes agricoles les plus durables et soutenables. Contrairement à la



main de Thierry Henry que l'arbitre n'a pas vue, dans la compétition que se livrent les différents types d'agriculture, il y en a une qui fait des fautes devant l'arbitre, en l'occurrence l'Etat, et qui n'est pas sanctionnée. Deux exemples récents confirment ces procédés anormaux: il s'agit des algues vertes en Bretagne et de la taxe carbone.

Prolifération des algues vertes

La prolifération des algues vertes est favorisée par le rejet de nitrates dans l'eau par l'agriculture intensive avec des épandages excessifs d'engrais et de lisier. Les porcheries industrielles avec leur nombre, leur taille et leur concentration, en sont une des causes bien identifiées. Leurs déjections viennent se rajouter à celles des élevages laitiers, eux aussi, de plus en plus industriels et concentrés dans la même région. Il ne s'agit pas là d'un phénomène récent: les premières études sur ce problème datent de 25 ans; il n'a fait qu'empirer depuis... Les algues vertes ont des conséquences dangereuses et coûteuses pour la collectivité. Les touristes fuient les plages des communes concernées, la pêche au filet y est impossible, et, les algues en décomposition dégagent de l'hydrogène sulfuré, un gaz qui peut

Michel Berhocoirigoin

être mortel en cas de concentration importante. Fin juillet 2009, la mort d'un cheval sur une plage engluée par les algues vertes, le décès suspect il y a quelques années d'un joggeur de 27 ans au même endroit et plus récemment d'un transporteur d'algues ont brutalement accéléré la prise de conscience de la dangerosité des algues vertes. Une mission interministérielle sur la question devra remettre ses conclusions à François Fillon en décembre. Une note confidentielle adressée par le préfet des Côtes d'Armor, le 4 septembre 2009 au gouvernement a été publiée par la presse. Elle ne mache pas ses mots: «Le phénomène des algues vertes en Bretagne ne peut que perdurer car la profession agricole n'est pas prête à accepter un changement profond des pratiques. (...) La diminution visible et notable de ce phénomène ne pourra passer que par un changement profond des pratiques agricoles sur les secteurs concernés, ce que la profession agricole n'est pas prête à accepter pour le moment. (...) Il s'agit de révolutionner les pratiques agricoles et changer complètement le modèle économique existant...» Sur plainte des associations environnementales, l'Etat avait déjà été jugé responsable de la prolifération des algues vertes sur le littoral breton, en octobre 2007 par le tribunal administratif de Rennes. L'Etat responsable, car c'est lui qui attribue les autorisations pour les élevages industriels et qui continue à encourager l'agriculture intensive qui porte atteinte à la qualité des eaux. En septembre 2009, quelques 300 plaintes ont été déposées contre le préfet des Côtes d'Armor pour mise en danger de la vie d'autrui du fait des algues vertes. Pour calmer le jeu, François Fillon a annoncé: «L'Etat va prendre toutes ses responsabilités et va prendre à sa charge le nettoyage des plages les plus touchées en Bretagne sur lesquelles il peut y avoir un risque pour la santé publique». A titre d'exemple, pour la commune de St-Michel-en-Grève, 16.000 tonnes d'algues ont été ramassées cette année pour un coût de 100.000 euros. Voilà donc la réalité: l'agriculture intensive et industrielle est reconnue dans sa responsabilité, mais les dégâts collatéraux sont payés par la collectivité! C'est le modèle agricole qui est en cause et non les paysans qui, le dos au mur, n'ont souvent même pas les

moyens de revoir leurs pratiques. Ce qu'il faut c'est un plan de réorientation global de ce modèle: au lieu de dilapider l'argent public à colmater les brèches et à faire perdurer un système sous perfusion, il faudrait l'utiliser pour accompagner les changements de système indispensables.

La taxe carbone

Autre exemple: la taxe carbone. Pour répondre à la grave crise qui touche l'agriculture et qui a été mise en évidence par la grève des producteurs de lait de vache, Sarko a annoncé un plan d'urgence avec, entre autres, 650 millions d'aides aux agriculteurs. Sur cette somme, quelques 300 millions iront alléger les taxes TIPP (pétrôle); TIGN (gaz naturel) et 75% de la taxe carbone que les agriculteurs devraient payer. Cette mesure est doublement condamnable: d'une part, alors que l'agriculture représente 20% des émissions de gaz à effet de serre (GES) et qu'il y a l'énorme défi de convaincre l'ensemble de la société de la nécessité d'une contribution climat énergie, les paysans seront une nouvelle fois pointés du doigt comme une catégorie de citoyens, privilégiée et classée à part. Comment convaincre alors d'autres secteurs sur le bien fondé de cette taxe, comme par exemple le transport routier ou les communes qui voient leur ressource financière déjà remise en cause avec la suppression de la taxe professionnelle? Cette mesure est aussi condamnable car elle exonère principalement les systèmes agricoles les plus intensifs qui sont les plus consommateurs d'énergie, donc les plus responsables des GES. Encore une fois, les systèmes de production, structurellement coûteux, vont paraître performants car une partie des coûts est mutualisée. Les 300 millions d'euros dont il est question ici, seraient beaucoup plus utilement justifiés s'ils étaient répartis équitablement à toutes les exploitations, au nom par exemple du soutien à l'emploi (ce qui représenterait 1.000 euros par exploitation professionnelle). Ce type de mécanisme encouragerait les systèmes économes en énergie car ils percevraient plus qu'ils ne paieraient par la taxe carbone...

Quand passera-t-on de la logique «flashée mais pas verbalisée» qui encourage une agriculture contre productive et contre nature, à une logique de «bonus/malus» qui incite, rend possible et assumable les indispensables réorientations?



Hemen lance un

Utilisation judicieuse d'Internet, Hemen, association d'animation économique pour la création d'emplois en Pays Basque, présidée par René Harlouchet, met en place «Mintza zaite!» (<http://www.hemen-herrikoa.org/>), un site participatif qui se veut un espace de réflexion et de discussion ouvert.

Chacun peut l'enrichir de ses commentaires et analyses en lien avec les sujets proposés. «Pays Basque inté-



René Harlouchet

rieur et littoral: une nécessaire complémentarité» est la première thématique autour de laquelle Hemen propose de débattre. Ce thème avait fait l'objet d'un colloque à la CCI de Bayonne en novembre 2007. Pour l'équipe de l'association, il constitue un enjeu essentiel pour le développement du Pays Basque. Si on continue à laisser faire, la concentration des activités sur la côte continuera à attirer toujours plus d'activités, qu'il s'agisse d'emplois industriels, d'équipements ou de services publics... Pour Hemen il n'est pas question de se borner à constater avec fatalisme que le Pays Basque intérieur se fragilise toujours plus au fil des ans.

POUR Hemen, la précarisation du Pays Basque intérieur ne se fait pas, comme on peut l'entendre souvent, au profit de la zone littorale. Au contraire. Le fait que cette dernière aspire activités et services, couplé à une forte attractivité exogène, se paie au prix fort. Celui de l'exclusion progressive du territoire littoral des classes populaires et moyennes, ainsi que celle des activités non liées à sa «centralité» (services et grands équipements publics ou d'intérêt général) ou à l'épanouissement de sa fonction touristique-résidentielle. C'est ainsi que, depuis une dizaine d'années, s'est révélée ce que l'on appelle «la zone

intermédiaire». D'aucuns la définissent comme le liant naturel entre P a y s Basque intérieur et littoral.

Et s'il ne s'agissait que d'un espace aux limites incertaines dans lequel l'agglomération du BAB déverse son trop-plein de lotissements et d'entreprises «banales»? Pareils phénomènes de «démenagement» du territoire ne sont certes pas propres au Pays Basque Nord. N'empêche. Hemen n'en démord pas: œuvrer pour un aménagement équilibré, c'est agir pour un développement dynamique et sans exclusive. Le Pays Basque intérieur doit être considéré comme un espace de vie et d'activité à part entière. C'est le fil rouge que la politique d'aménagement du territoire doit tracer, affirmer ou réaffirmer, afin que les intentions affichées se traduisent, concrètement, dans les faits. Hemen a répertorié quatre grands projets autour desquels il veut susciter le débat.

Projet de LGV et lignes de proximité

LE projet d'une ligne à grande vitesse, desservant ou menaçant le Pays Basque, fait grand bruit dans les chaumières et sur la place publique. Le plébiscite manifesté lors des consultations populaires à l'occasion des élections européennes et qui est appelé à s'amplifier, montre à quel point elle est massivement rejetée.

Hemen ne l'estime pas prioritaire et s'attache bien au contraire au maintien, à l'optimisation, au développement et au maillage des lignes de proximité. Parce qu'elles sont susceptibles d'irriguer l'ensemble du territoire et de réduire considérablement la pollution due à la prolifération de la voiture individuelle, Hemen demande leur installation préalablement à toute poursuite d'étude et plus encore de réalisation, d'une LGV.

L'association Hemen accueille favorablement tous les progrès générateurs d'emplois et de développement durable, en particulier en matière de transport. Si elle approuve la nécessité impérieuse du transfert modal, en revanche elle n'estime pas prioritaire aujourd'hui la réalisation d'une ligne ferroviaire à grande vitesse qui n'irriguerait pas directement ou indirectement l'ensemble du Pays Basque dans des conditions sociales, économiques et environnementales tolérables.

Elle regrette cependant que la grande majorité des adversaires du projet d'une voie nouvelle ne s'oppose pas, avec la même détermination, à la prolifération du mitage immobilier qui, en pratique, est uniquement desservi par la route. En effet, ce mode trop répandu d'occupation du territoire est encore plus polluant qu'une LGV et plus onéreux en aménagements, en sécurité et en maintenance.

Le pourcentage de véhicules individuels du Pays Basque, par rapport au nombre d'habitants, est le plus élevé de France. Ce record n'est pas dû à sa richesse mais à son parc automobile démentiel pour desservir ce mitage abusif. Ce ne sont pas les récents aménagements urbains qui vont inverser la situation. En ralentissant la circulation on augmente la consommation de carburant et on pollue plus encore.

Le choix en matière de transport se situe donc dans l'établissement urgent d'un Plan global de déplacements collectifs, d'interdiction de circuler en voiture dans certains périmètres, à certaines heures, mais donnant la priorité à la rénovation et à la création de transports ferroviaires de proximité, pour les personnes comme pour le fret.

Ces dispositions sont en grande partie déjà inscrites dans l'articulation du maillage territorial du Conseil de développement. Mais, leur amélioration, tant à l'intérieur que sur la côte, ainsi que la création de voies complémentaires (prolongement vers Pampelune, transversale Hendaye-Mauléon, etc.), doivent précéder tout projet éventuel d'une ligne nouvelle destinée au TGV, ou à la limite coexister s'il est formellement démontré (ce qui ne semble pas le cas actuellement pour de très nombreux observateurs) que la réalisation de ces nouvelles voies parvient à restituer plus de valeur qu'elle n'en prélève au développement durable de ce territoire.



Gare d'Arrosa

Aurélie Thill, permanente d'Azia, une «association de jeunes et pour les jeunes» en Soule

S'impliquer sur son territoire

Azia aide depuis 11 ans les jeunes de 18 à 30 ans,
à mieux connaître la Soule et à travailler et vivre en Soule



Février 2009 : 12 jeunes participant à la demi-journée de formation d'Azia, via un atelier animé par un consultant. Cela a aidé ces jeunes à exprimer leurs attentes pour réaliser une lettre de motivation ou un entretien pour les formations après le Bac.

Aurélie Thill est arrivée en Soule en 2005 à l'occasion d'un stage dans le domaine agricole. Depuis septembre 2007 elle est salariée d'Azia. Elle répond ici aux questions d'Alda ! sur cette association de «jeunes pour les jeunes» qui a une façon originale d'amener à bien ses projets aussi nombreux que variés.

Peux-tu nous présenter les grandes caractéristiques d'Azia ?

Azia a été créée en 1998. C'est une association «de jeunes pour les jeunes» animée par une équipe de bénévoles de 18-30 ans et ayant une salariée à plein temps.

L'arrivée de nouveaux jeunes dans l'association a permis à Azia de connaître un renouvellement des équipes. Cela apporte de nouvelles idées et de nouveaux projets... mais aussi de nouvelles forces pour faire vivre les activités en cours.

Les actions que nous mettons en place sont décidées collectivement par les membres d'Azia. Ainsi, nous avons deux réunions par mois dont une qui a lieu le samedi matin et qui permet à ceux qui sont en dehors de la Soule de participer au choix et à l'élaboration des projets prioritaires.

Enfin, Azia attire des jeunes qui sont encore étudiants ou qui sont déjà dans le monde du travail en leur donnant la même importance qu'ils aient 16/18 ou 30 ans !

Dans tous les cas de figure, pour nous, il est très important que les décisions se prennent après un temps d'échange suffisant.

Quels sont les objectifs d'Azia ?

✓développer les échanges entre les jeunes, les partenaires socio-économiques et culturels, autant au niveau local que national ou international.

✓favoriser la formation et l'information des jeunes.

✓permettre aux jeunes d'être acteurs de leur vie sociale et professionnelle, de montrer que l'on peut valoriser ses compétences et ses diplômes en travaillant et en vivant sur ce territoire.



Aurélie Thill

Quels projets illustrent la réalisation d'un de ces objectifs ?

Le projet phare d'Azia est bien sûr celui des CLEJ (Comités

Locaux d'Épargne pour les Jeunes)^(*). Le CLEJ est une forme d'épargne solidaire. Chaque Comité est en fait une association 1901 où chaque adhérent (épargnant) s'engage à donner 15 € par mois pendant un an pour financer les projets portés par des jeunes en Soule. Le premier CLEJ s'est constitué en 2000 et cette année nous lançons le 5è ! Avis aux amateurs ! Le bureau de chaque CLEJ est constitué par un groupe de 6 épargnants qui à l'aide d'une commission technique analysera les demandes d'aide et recevra les porteurs de projets (entre 18 et 35 ans). Tous les fonds prêtés (sans intérêt) aux porteurs de projets sont normalement remboursés entre 3 et 5 ans (sans intérêt). Les 4 premiers CLEJ ont aidé une trentaine de projet de démarrage ou de reprise d'entreprises. Les fonds investis ont tous été retournés sauf un cas exceptionnel aux conséquences quasi négligeables.

Ainsi, actuellement nous sommes pour le CLEJ 5 avec plus de 130 promesses d'adhésion de gens de Soule et d'ailleurs. Nous avons pour cela communiqué avec une plaquette présentant les réalisations du CLEJ 4, utilisé la presse et les radios locales, etc. Pour ceux que ça intéresse, il n'est pas trop tard pour adhérer au CLEJ 5 !

Quels sont les autres projets qu'Azia réalise ?

Azia lance et anime les campagnes de mise en place de CLEJ qui par la suite se gèrent comme des associations 1901.

Mais nous avons d'autres types d'action qui concernent :

✓la mobilité des jeunes (via le programme Leonardo d'échange européen de lycéens ou de demandeurs d'emplois),

✓les échanges associatifs : nous sommes partis visiter une autre association en Charente qui comptait monter un CLEJ comme en Soule, nous avons participé à la Fête d'Euskaldun Gazteria, etc. Chaque échange nous permet de découvrir d'autres moyens utilisés par des jeunes pour travailler pour des jeunes : Euskaldun Gazteria et ses présentations pour le public en bilingue, les Fêtes organisées par les associations pour se faire connaître par les jeunes et intégrer les jeunes dans la vie de l'association, etc.



"Azia elkarteak, Euskaldun Gazteriaren Bestan parte hartzearekin gazteek gazteendako lan egitean erabiltzen dituzten beste egiteko modeak ikasteko parada ezin hobea ukan du!"

Justement, comment se prend Azia pour favoriser l'implication des jeunes en Soule ?

Nous avons remarqué que les «anciens jeunes» avaient identifié l'association Azia. Mais actuellement, les 18-25 ans ne connaissent pas Azia ou en connaissent uniquement son activité d'initiatrice et de dynamisation de CLEJ.

Tout ce qui concerne ses permanences pour l'accompagnement des jeunes au niveau individuel ou collectif, sur leur mobilité ou leur orientation au niveau des études ou professionnel, etc. Azia est moins connue par les 18-25 ans.

C'est pour cela que nous avons énormément travaillé sur la communication en créant un blog (<http://azia.unblog.fr>) et aussi une affiche, créée par une jeune souletine pour l'association Azia !

De ce fait, les jeunes identifient mieux ce qu'est et fait Azia !

Le brassage de nouvelles personnes et nouveaux projet se poursuit.

D'autre part, les partenaires d'Azia sont toujours présents ce qui fait que tout jeune ayant des projets pour son territoire trouve les appuis nécessaires via Azia.

Certains vont plus loin en devenant eux-mêmes des bénévoles d'Azia.

Ces liens avec les nouvelles générations s'établissent et se renforcent...

Il est clair qu'on voit une grande volonté des jeunes de «vivre et de travailler» en Soule. Azia met en place des ateliers pour aider ces jeunes à définir leur souhait et préciser leurs projets.

Cela passe par :

✓la mise en place de stages de découverte des différents choix d'orientation qui existent en fonction de leur projet,

✓la visite d'entreprises locales.

✓un partenariat avec les établissements scolaires de Soule pour valoriser l'agriculture en Soule. A l'origine ce sont des élèves en Bac Pro du Lycée Agricole qui ont monté une exposition à partir des visites qu'ils ont menées dans des exploitations de jeunes agriculteurs souletins. Cette exposition a aussi mis en valeur les comptes rendus de leurs échanges avec ces jeunes agriculteurs installés. Azia renforce cette expérience en animant un nouveau projet qui a pour but de faire visiter des élèves de classes de 3è par des jeunes en formation agricole (en 1ère) pour leur présenter leur formation, les métiers liés à l'agriculture, etc.

Vivre et travailler en Soule

Tous ces liens et échanges, se multiplient. Ils contribuent à mieux se connaître entre jeunes, à partager nos expériences, mieux se connaître entre voisins et les différents métiers du territoire.

Grâce à cela chaque jeune pourra faire ses choix d'installation au pays de la façon la plus éclairée et sans préjugé.



(*) déjà présenté dans Alda ! www.mrafundazioa-alda.org/article-13622575.html en novembre 2007.



EURL Branco Carcalho, commerce et services électroménager, TV, Hi-fi, Video à Mauléon : un porteur de projet aidé par le "CLEJ Lau"

Atsotitzen haritik!

Ztarras Ringarria

Atsotitzen ezaugarri bat da gutti hitzetan erranahi sakon edo aberats bat emaiten dutela.

Normalean, erabilienak diren atsotitzen erranahiak denek ulertzen dituzte.

Baina, bakotxaren irudimenak ere atsotitzei emaiten ahal die erranahi bat, denek ezagutzen dutena... edo ez arras.

Adibidez, "Aldu nahi ez duenaren afaria beti prest" erraitean pentsatzen ahal da PSEri gaur egun erkide autonomoko kompetentzien transferentzia lortuko duela diolarik... PSOE-ri pentsatuz atsotitza oraino hobeki dabil. Esplikazio edo adibide eskas hauekin ez "Asto joaiteko eta mando etortzeko", eta PSOE-ren "afaltzeko" gogo eskasaren ezagutzeko edo nehurtzeko, aski da pentsatzea azken 30 urtetan PSOEker zer ardura eskasa ukan duen erkidegoari zor ziren kompetentzien transferentzia burutzeko eta alderantziz zer garrarekin jada erkidegoaren gain ziren arduetan sudurra sartu duen...

Baina edozoin gisaz, abertzaleek independentziaren bidean beti gogoan atxiki beharko dutena da: "Agur, bidea luze eta pausoa labur"... ahantzi gabe "Arian-arian xehetzen dela burnia" gauzatzeko, presoei dagozkien eskubideen alde denen artean mobilizazio zabalak egin beharko direla.

Politikatik ekonomia arlorra pasatuz, "Azeria oiloen predikaria" k pentsarazten du "Azeri libre oilategi librean" irudiari, hots neo-liberalismoaren mugak argienik erakusten dituen irudiari!

Aldiz, "Ardi galdua atzeman daiteke aldi galdua berriz ez"-ek gure ekoizteko eta kontsumitzeko molde ez iraunkorrek ardi galduen pare girela pentsarazten du. Egiteko molde horiek aldatzen ahal dira, bide ona atzemaiteko... Tamalez aldaketa hori orain ez egiteak, edo orain arte galdu den denbora edo "aldiak" klima aldaketaren "aldia" segurtatuko eta aitzinatuko du. Gainera "Ardien kulpak bildotsak pagatu" atsotitza uztartzen ahal da datu zehatz bezain tamalgarrri honekin: 19. mendetik geroz lehen mundu garatuak isuritako CO2aren ondorioak (beroketa klimatikoa) gaur egun eren munduak "pagatzen" dituela...

Bukatzeko "Azaroa hotz negua motz, azaroa bero negua gero" erraiten denez, ondoko asteetan zuek ikusten ahalko duzue zuzenean zer balio duten atsotitzek!

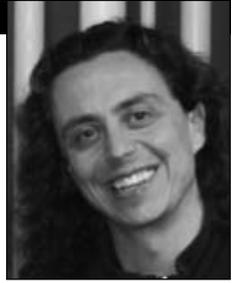
□

LIONEL LARQUE

www.lespetitsdebrouillards.org

La science en société 2/3

"Comment produit-on un savoir scientifique de nos jours"



Absence de la question scientifique

Que ce soit avec Daniel Bensaïd, Alain Badiou ou Jean Claude Michéa la question scientifique et technologique n'apparaît jamais... c'est plutôt troublant pour moi !

Marx au 19^e siècle était au fait des sciences dures, de la systémique, de la biologie, de la théorie de l'évolution, des disciplines anthropologiques en train de naître, etc. Il articulait sa pensée à ces nouveaux savoirs.

Actuellement on commence à peine à penser le rapport au social et un petit peu à l'écologie...

Les Jacques Ellul, Ivan Illich ou Michel de Certeau sont eux des penseurs qui ont capté cet héritage qui consistait à intégrer les apports des différentes sciences dans leurs réflexions sur la décroissance, etc.

Pour approfondir la compréhension de ce point, dans «*Le savoir et la finance, Liaisons dangereuses au coeur du capitalisme contemporain*» El Mouhoub Mouhoud et Dominique Plihon montrent la contradiction entre le court-termisme des financiers et l'horizon long de l'accumulation des connaissances.

Absence de préoccupation des gens de gauche

La plupart des gens de gauche ne s'en préoccupent pas... car ils pensent que la science est quelque chose de neutre, et «*laissent courir*» !

Mais depuis Tchernobyl et toutes crises sanitaires et techno-scientifiques, la question scientifique est importante.

Le mouvement social et syndical comme la Confédération Paysanne, se sont intéressés aux OGM.

Mais, malheureusement, à part cette exception, sur la totalité de ce que produit l'ensemble techno-scientifique... il n'y a pas de réflexion globale. Il y a plutôt une crainte de se confronter à un domaine où on se sent incompétent.

Démocratisation des choix scientifiques et techniques

Souvent, les questions scientifiques et technologiques sont décidées en petits cénacles par des experts, des coteries locales... sans réflexion globale sur le mode de développement que l'on veut. Bref sur le «*Qu'est ce qu'on va chercher et pourquoi*».

Or il y a des méthodes de travail qui permettent aux citoyens et/ou profanes de participer et d'avoir un avis éclairé sur des décisions/sujets complexes... Il existe de nombreuses manières de procéder ou instruments intéressants qui re-légitiment les décisions publiques par la participation citoyenne. Certes, parfois les élus ont la sensation d'être dépossédés de leur prérogative/légitimité d'élus. Mais c'est en déléguant tout aux élus qu'on vide de sens et érode le pacte entre élus et citoyens.

□

Le défi consiste à trouver comment permettre à une société de participer et de décider du choix qu'elle veut pour elle-même ? Et, chacun a sa place dans ce domaine, même si en dernier recours c'est bien l' élu qui décide...

On peut utiliser des formules hybrides, dialogue et argumentaire, qui permettent d'aider les élus (institutions ou politiques) à prendre leurs décisions.

En effet, la question de la démocratisation des choix scientifiques et techniques est une voie majeure. La question sur les nano-technologies menée par la Commission Nationale des Débats Publics est un débat important montrant les enjeux scientifiques et financiers (comme dans le cas des OGM et du nucléaire). Il y a via ces débats une possibilité pour la société d'être plus mature.

En tant que citoyen je peux avoir un avis... même sur la science !

On doit faire face à un problème d'ordre éducatif qui devient un problème de société. Comment surmonter le «*J'étais nul à l'école... je ne peux rien faire* !». Cela fait qu'on laisse faire les experts (certes légitimes) mais qu'il faut promouvoir des alternatives de procédures de mode de réflexion. Cela veut dire revaloriser le «*Moi en tant que citoyen je peux avoir un avis sur la biologie de synthèse, les nanos, les bio-technologies, etc.*». En effet, la science et la technologie sont un des deux poumons du capitalisme contemporain... et les délaisser aux seuls spécialistes serait dommageable pour la société civile !

Collaboration entre chercheurs et utilisateurs

Ces échanges existent dans le domaine de la production alimentaire. Des scientifiques se nourrissent du savoir faire populaire... Il existe un exemple concret à l'INRA de Rennes où Véronique Chable travaille sur la bio-diversité du chou-fleur avec les Semences paysannes. En effet, pour Véronique Chable, le rapport au savoir partagé entre paysan et chercheurs c'est du gagnant-gagnant, même si dans le domaine scientifique, travailler avec le mouvement social, c'est hors sujet, c'est «*politique*»... Pourtant, dans le cas de l'INRA de Rennes, les paysans aident les chercheurs... et s'enrichissent à leur tour de la réflexion scientifique dans leur propre métier. Cela permet d'ouvrir des perspectives !

Le travail sur le SIDA avec l'INSERM avait aussi permis une meilleure prise en compte des avis d'associations de malades par la recherche ! C'est une approche et un type d'échange que les courants dominants dans le domaine de la science minorent mais qu'on met en avant aux Petits Débrouillards ! (A suivre...)

L'effet de serre et l'"accélérateur"

**"On ne fait pas bouger un camion avec un coup de pied...
sauf si on le donne sur l'accélérateur"**

C'est avec cette image qu'Hervé Le Treut, climatologue membre du GIEC, membre de l'Académie des Sciences et directeur de l'Institut Pierre Simon Laplace, a illustré l'importance de maîtriser l'émission des Gaz à Effet de Serre, liée aux activités humaines lors de sa participation au Forum de Bayonne du 6 novembre dernier sur le Changement Climatique .

Quand on parle de de climat, on parle de l'ensemble des circonstances atmosphériques (liées à la couche d'air qui entoure le globe terrestre) et météorologiques propres à une région du globe. Parmi les éléments du climat on a l'aridité, l'humidité, les précipitations, la pression atmosphérique, les saisons, la sécheresse, la température, le vent, etc.

Le système climatique

On peut le schématiser par un équilibre entre les rayonnements solaires absorbés par la terre et ceux qui sont retournés par la terre. Les gaz à effet de serre (GES) s'interposent et maintiennent la chaleur (c'est à dire les rayonnements retournés par la terre) près du sol.

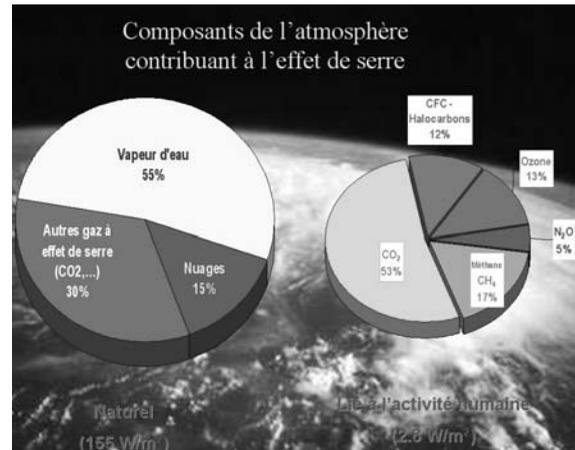
Il faut noter que les GES sont à l'état de "trace" dans l'atmosphère. La vapeur d'eau et les autres GES (CO₂, méthane, etc.) représentent bien moins qu'1% de la masse atmosphérique.

Effet de serre naturel : le mécanisme de contrôle du climat

Sans l'effet de serre naturel on aurait une planète à - de 18°C. Grâce à l'effet de serre, la température moyenne à la surface de la terre est de + 15°C. Cet effet permet donc une augmentation de "+33°C" de la température. C'est un effet disproportionné.

Les GES sont l'"accélérateur"

Les GES émis par l'activité humaine peuvent paraître marginaux (voir le schéma ci-dessus). L'effet disproportionné des GES sur le réchauffement climatique fait que les émissions liées aux activités humaines équivalent "à une pression sur l'accélérateur". Ces émissions commencent déjà à perturber et déséquilibrer le système climatique qui pendant les 10 000 dernières années connaissait des flux équilibrés, avec un climat stable qui a permis à nos civilisations de se développer...



GES naturels et liés à l'activité humaine

En fait, quelques pourcents de variation dans les GES c'est quelques degrés de de différence pour la température moyenne à la surface de la planète... et cela a de grandes conséquences.

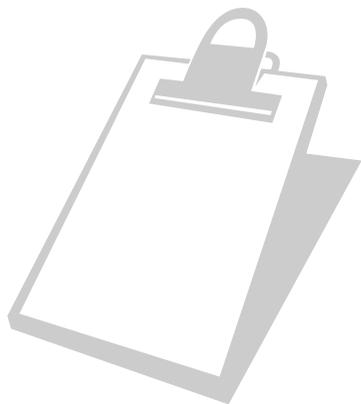
N'oublions pas que de l'âge glaciaire à notre époque, la différence de température moyenne à la surface de la terre est de +5/6 degrés... et que d'ici 2100 on connaîtra au minimum une augmentation de +2°C.



L'Agenda de la Fondation

PUBLICATIONS DE LA FONDATION MANU ROBLES-ARANGIZ :

Document de réflexion politique du
Comité National d'ELA :



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



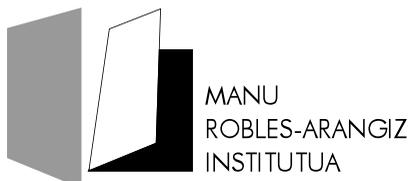
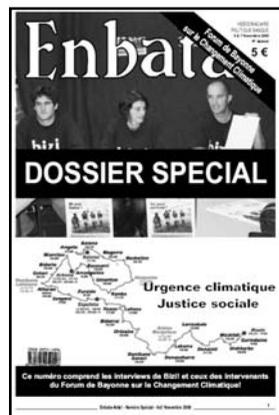
La version en euskara "Estatu arrazoia indargabetu" ou en français "Désarmer la raison d'Etat", sont disponibles gratuitement :

- ✓ en version papier à la Fondation
- ✓ ou téléchargeables sur le blog d'Alda! :

www.mrafundazioa-alda.org

Dossier spécial "Forum de Bayonne sur le Changement Climatique"

Vous trouverez dans ce dossier spécial (en vente à 5€ au local de la Fondation) les articles sur le mouvement Bizil ainsi que les interviews des différents intervenants du "Forum de Bayonne sur le changement climatique" publiés dans Alda!



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



wiki participatif

Mendionde et le domaine de Garroa

AU début des années 1990, un groupe informel constitué de producteurs fermiers, de professeurs de l'enseignement agricole, de membres d'associations de protection de l'environnement, etc., dessine les grandes lignes d'un projet de pôle agricole —lieu d'accueil et d'échange—, et de ferme pilote pédagogique sur les terres du domaine de Garroa à Mendionde.

Le 25 septembre 2008, un pas significatif est donné à ce dossier: la Communauté de communes d'Hasparren décide d'approfondir l'étude agrobiologique et d'assurer le portage d'une étude de maraîchage bio sur cinq hectares du domaine à destination de la restauration scolaire.

Pour en savoir plus consulter le site: <http://www.hemen-herrikoa.org>

Le domaine d'Agerria à Mauléon

LE domaine d'Agerria surplombe la ville de Mauléon. Entourés de quelque cent hectares de bois et de terres agricoles, les 4.000 m² de son imposante bâtisse abritaient jusqu'aux années 60 un petit séminaire.

Ce début d'été, les neuf frères des Ecoles chrétiennes, derniers résidents permanents des lieux, ont quitté Agerria. Il y a quelques mois en effet, leur fondation La Salle, gestionnaire du domaine, a informé de son intention de vendre la propriété.

Dès l'annonce de la mise en vente, le maire de Mauléon, Michel Etchebest, faisait part de l'intention de la commune d'exercer son droit de préemption et de se por-



ter acquéreur en créant une SEM (Société d'Economie Mixte) qui regrouperait la commune de Mauléon et des particuliers.

Objectif: 200 porteurs à 1.000 € chacun; le reste serait amené par la ville de Mauléon qui s'attacherait à maintenir la vocation agricole d'Agerria, ainsi qu'une fonction d'habitat plutôt à «visée sociale».

Pour en savoir plus consulter le site: <http://www.hemen-herrikoa.org>

Larrau : projet de maison d'accueil pour adultes handicapés



EN 2000, la commune présente son dossier de création d'une maison d'accueil pour adultes handicapés. Larrau a alors toutes les raisons d'y croire: des besoins en matière d'accueil de personnes handicapées très loin d'être satisfaits, un magnifique emplacement et, surtout, une structure porteuse du projet. Celle-ci présente un savoir-faire et une expérience indéniables dans la création et la gestion d'établissements médico-sociaux: pour l'accueil de personnes âgées dépendantes, pour la prise en charge de personnes psychotiques, pour l'accompagnement, enfin, de personnes cérébro-lésées ou traumatisées crâniennes. Au total, cet organisme possède seize établissements répartis sur l'ensemble de l'Etat français et projette la création de nouvelles unités spécialisées...

A souligner que le dossier larrainar apparaît d'autant plus prometteur que des liens solides unissent le village et ses 217 habitants au porteur du projet: l'un de ses administrateurs est en effet natif de la commune.

Au fil des rendez-vous qui vont se succéder, le dossier va subir quelques modifications. L'emplacement projeté par exemple. «Magnifique mais trop éloigné du bourg», fait-on observer à Larrau. Qu'à cela ne tienne, un autre terrain est débusqué...

Puis, une étude doit être réalisée... pour mieux appréhender les avantages et les inconvénients d'une telle implantation. Le village de montagne de Haute-Soule est certes conscient de son «handicap» majeur —celui de son «éloignement». Mais, pourra-t-on rétorquer, cet «isolement» ne constitue-t-il pas aussi ici un avantage de taille? En effet, le lien social et la solidarité y ont encore gardé une réalité quotidienne, et l'intégration de nouveaux arrivants en est d'autant plus facilitée... Un point positif sensible quand on sait le rejet dont peuvent être victimes des personnes «différentes» dans d'autres milieux, dans d'autres territoires...

A chaque objection, Larrau a présenté un dossier revu et corrigé. Jamais, il ne lui a été formulé de refus clair. Mais jamais non plus ses interlocuteurs n'ont accordé leur feu vert...

Deux questions à ...

René Harlouchet, président de Hemen

ENBATA: Il y a deux ans, l'association Hemen organisait une journée de réflexion à Bayonne et à Mauléon sur les possibilités d'amélioration des liens entre côte et intérieur. Vous voulez à présent lui donner une suite par le biais d'un site wiki. Quel est l'objectif de cette initiative?

René Harlouchet: Il nous semble que la réflexion ouverte il y a deux ans sur la recherche d'un développement équilibré côte-intérieur est toujours d'actualité. Notre objectif est double. Il nous semble très important de faire con-

naître à un nouveau public le contenu des débats d'alors sur ce sujet. Dans le même temps, nous souhaitons faire participer encore plus de personnes à cette réflexion si possible en apportant de nouvelles idées ou de nouvelles propositions

Enbata: Vous avez appelé votre wiki «Mintza zaita». Quelle participation attendez-vous pour le débat que vous lancez et, concrètement, que doit faire celle ou celui qui veut prendre part à la discussion sur les thèmes retenus?

René Harlouchet: Depuis sa création dont nous avons fêté le 30^{ème} anniversaire lors de notre dernière assemblée générale, Hemen est un laboratoire d'idée, une sorte de «think tank» pour le développement «ici». La parole de Hemen est écoutée dans plusieurs instances d'Iparalde. Pour que notre association continue d'être audible, il faut aussi qu'elle atteigne la place publique électronique, c'est-à-dire les nouveaux réseaux sociaux de type wiki, blog, etc. «Mintza Zaita» s'inscrit dans cette démarche: occuper ces nouvelles places publiques en donnant la parole à celles

et ceux, de plus en plus nombreux, qui les fréquentent. Ce site est notre premier essai. C'est un mix entre un wiki et un blog. Chaque page est associée à un formulaire très simple qui permet à chacun de donner son avis en précisant si on souhaite que cet avis soit publié ou au contraire qu'il soit uniquement destiné aux responsables de Hemen. Le visiteur peut donner son avis sur tel ou tel contenu déjà publié, apporter un complément à ce qui est déjà publié ou encore proposer de nouveaux thèmes de débat. Tout est ouvert.

Les préliminaires d'une future trêve d'ETA

La déclaration solennelle de l'ex-Batasuna le 14 novembre à Altsasu annonce des changements politiques importants dans la gauche abertzale.

EA se prononce en faveur de la création d'une plateforme stratégique regroupant des forces politiques, sociales et syndicales indépendantistes. Le scepticisme demeure tant que les termes dans lesquels ETA annoncera une trêve ne seront pas connus.

ALTSASU, le choix de la cité navarraise n'est pas neutre. On se souvient qu'il y a une trentaine d'années, c'est dans cette ville que se réunirent pour la première fois ceux qui allaient créer Herri Batasuna. Le 14 novembre, après une soigneuse préparation médiatique, a été rendu publique une déclaration intitulée: «Premier pas vers un processus démocratique, principes et volonté de la gauche indépendantiste».

Le texte met en avant de façon plus insistante que jamais la primauté de «la lutte de masse, institutionnelle et idéologique», la «confrontation sur le terrain politique», une «décision unilatérale de la gauche abertzale», un «pari stratégique», la «volonté populaire exprimée par des voix pacifiques et démocratiques, unique référence du processus de solution démocratique». Il évoque «une profonde réflexion autocritique nécessaire en train de se réaliser», la nécessité «d'une absence totale de violence» et fait allusion à la proposition d'Anoeta ainsi qu'aux principes du sénateur Mitchell. Celui-ci énonça un document que tous les partis politiques signèrent pour siéger à la table des négociations qui aboutit aux accords de Stormont, un moment-clé du long processus de négociation en Irlande du Nord.

Annonce et orchestration

Tout cela pourra paraître bien maigre, trop allusif, déjà vu et entendu ou susceptible d'une double lecture —chacune des deux parties lisant sa propre version— comme dans nombre de déclarations précédentes. À cette différence près que cette déclaration est annoncée, voire orchestrée depuis des semaines par une série de signes qui, pour tout «*batasunologue*» sérieux ne trompent pas. Ce fut d'abord au début de la rentrée un texte étonnamment lucide et sans concessions signé par les trois éditorialistes de *Gara* et appelant un aggiornamento de la gauche abertzale. Le 8 novembre, paraît la lettre des cinq dirigeants de Batasuna incarcérés, dont Arnaldo Otegi et Rafa Diez, annonçant de «*nouvelles stratégies et de nouveaux engagements*» à un moment où «*nous ne sommes plus dans une conjoncture de résistance*»... Armée? est tenté de prolonger ou de questionner le lecteur. Le 17 octobre, une importante manifestation contre les dernières arrestations des dirigeants de l'ex-Batasuna a lieu dans les rues de Donostia. La nouveauté, c'est qu'elle rassemble au coude à coude les syndicats ELA et LAB,

quelques dirigeants du PNV et d'EA, ainsi que des personnalités de la gauche abertzale classique et d'Aralar. Bref, elle préfigure «*les futurs accords bilatéraux ou multilatéraux avec les agents politiques basques*» qu'annonce la déclaration d'Alsasu le 14 novembre «*pour obtenir l'adhésion majoritaire de la société basque*» autour «*d'un projet politique*» commun. Le 28 octobre, l'expert international d'origine sud-africaine Brian Curin, qui est intervenu au Rwanda, en Irlande du Nord et en Afrique du Sud, prononce une conférence au palais Kursaal de Saint-Sébastien en présence de tout le gratin politique. Il annonce comme «*louable et innovante*» une prochaine initiative politique de Batasuna. Le

monter la pression ou décourager le processus en cours, l'Audiencia nacional annonce l'incarcération d'Arnaldo Otegi, en prison depuis le 13 octobre, dans l'affaire de «*Herriko taberna*». La Cour européenne des droits de l'homme confirme le 11 novembre sa décision du 30 juin favorable à la dissolution de Batasuna. Les tribunaux parisiens condamnent le militant historique Josu Urrutikoetxea et son fils Egoitz à plusieurs années de prison, alors que l'on sait qu'au sein d'ETA, ils sont favorables à une solution négociée.

EA soutient le mouvement

L'hispanisation au moins symbolique de la Communauté autonome suit son bon-



En présentant les célébrations organisées en hommage à Santi Brouard et Josu Muguruza, Tasio Erkizia a réitéré la proposition d'Altsasu

quotidien *Gara* titre sur une de ses phrases-clé: «*La gauche indépendantiste doit faire ce voyage avec ETA*».

Un malin plaisir

Tout cela ne doit évidemment rien au hasard. Après de telles prémisses, voire une telle mise en scène, ETA, cédant à l'appel pressant de tous ses amis, devrait annoncer une trêve. La grande question est de savoir en quels termes elle sera présentée. Le gouvernement socialiste espagnol répète à satiété qu'il exige un «*abandon définitif*» de la lutte armée. Cela semble être la condition qu'il met à une autorisation de retour de Batasuna dans la vie institutionnelle du pays. Les Espagnols ont évidemment pris goût à la violence d'ETA et à la disparition de Batasuna de la scène institutionnelle qui leur permet de diriger la Communauté autonome basque et la Navarre. Ils ne sont sans doute guère pressés de lever la dissolution et ont tout intérêt à retarder l'échéance en «*faisant la cocotte*», en prenant un malin plaisir à augmenter le total de la facture ou le droit de passage à payer. Pour faire

homme de chemin. Après la disparition de la carte météo des sept provinces sur les écrans d'ETB, voici le 18 novembre que la Cour suprême exige que le drapeau espagnol flotte tous les jours au fronton de la députation forale de Gipuzkoa. Après les futurs décrets favorisant l'enseignement de l'Espagnol dans les écoles, le roi s'invite à Donostia pour l'inauguration du nouvel aquarium et le Lehendakari participe pour la première fois à la fête officielle de «*l'Hispanidad*». *ETB* annonce qu'enfin la télévision retransmettra en direct le message de Noël de Juan Carlos, comme toutes les télévisions espagnoles. Rodolfo Ares, ministre de l'Intérieur du gouvernement basque, déclenche une polémique en modifiant l'insigne de la police autonome qui ne portera plus la lettre E en lettre gothique sur fond d'ikurriña, comme lors de la création de ce corps en 1936. Le 19 novembre, les Cortés débattent de la loi sur la mémoire historique. Le PSOE et le PP se mettent d'accord pour que les victimes de la dictature franquiste ayant appartenu à ETA ne bénéficient d'aucune possibilité d'indemnisation, contraire-

ment aux militants membres d'autres forces d'opposition. Seule exception «*au bénéfice du doute*», les militants d'ETA de l'époque, tels que Mario Onaindia, Teo Uriarte ou Jon Juaristi aujourd'hui acquinés avec les socialistes...

Mais avec le grand virage que s'apprête à prendre Batasuna et ETA, l'essentiel est sans doute dans l'action politique de demain, celle du pôle souverainiste dont ils se prévalent et qu'ils souhaitent structurer. Les occasions manquées d'hier, les querelles fratricides et d'une extrême violence, la confiance et l'espérance bafouées, ont laissé des traces. Les partenaires potentiels semblent ou affaiblis, avec les graves scissions qui ont récemment affecté EA et EB, ou fortement réticents avec un PNV en cure d'opposition, cherchant sa voie en alliance avec le PSOE et soucieux de conserver villes et députations au prochain scrutin. Alors que Juan José Ibarretxe n'y est pas parvenu, personne ne peut dire comment la gauche abertzale élargie réussira à convaincre le vieux parti de reprendre le chemin du souverainisme. EA se prononce solennellement le 21 novembre dans un document présenté à Donostia, en faveur d'une plateforme stratégique rassemblant des forces politiques, sociales et syndicales indépendantistes porteuses d'un projet socio-économique innovant.

Le courage d'une initiative politique

Dans un contexte plutôt défavorable, il serait très malvenu «*de cracher dans la soupe*», dans l'hypothèse où ETA et Batasuna sont prêts à franchir le Rubicon. Ils ont le mérite de prendre une initiative politique sans attendre que l'Espagne montre la moindre velléité de négociation et savent que la question est entre les mains des Basques eux-mêmes. Souhaitons que «*le pari d'une stratégie souverainiste permettant d'arracher le droit à l'autodétermination*» aille au-delà des belles envolées lyriques et des vœux pieux. Et que faire bouger l'Espagne ne s'apparente pas à un rêve de coquecigues.

Si ETA tire demain sa révérence, il n'en reste pas moins qu'il laissera une gauche abertzale ressemblant à un champ de ruines et un Pays Basque dans une situation politique pour le moins préoccupante. Fort d'une majorité sociale souverainiste encore à construire mais qu'il estime plus mûre aujourd'hui qu'hier, espérons que sa démarche soit autre chose qu'une simple piste d'atterrissage pour sortir du cul-de-sac qu'il a lui-même contribué à bâtir.

Le (non) choix d'AB

preso

C'EST plutôt de cette façon là, en paraphrasant le titre d'Enbata de la semaine dernière, qu'il faudrait résumer, selon moi, la position éminemment démocratique —et qu'on ne peut donc contester— de l'AG d'AB vis-à-vis des prochaines élections régionales de mars 2010. Cinq options y étaient proposées, de la non participation à l'alliance entre deux ou trois partis abertzale (dans le cadre d'une liste de témoignage) jusqu'au renouvellement de l'engagement dans une liste écologiste et altermondialiste à l'instar des élections européennes du mois de juin. Or, et ce fut une partie du débat, le mode de scrutin (élection à deux tours) posait la question d'une deuxième alliance, d'ordre technique, avec le PS et le PC cette fois-ci. Un tabou pour les abertzale depuis 1981 même si comme le précise si justement l'édito de ce même *Enbata*, des abertzale de gauche d'AB et de Batasuna l'ont allègrement dépassé aux élections municipales de 2008 à Urrugne et Ustaritz. Sans nul doute, nombre de membres d'AB présent(e)s à cette AG du 14 novembre n'avaient pas d'idées arrêtées avant, pendant et peut-être même au terme du vote tant les questions posées (pourrions nous avoir un(e) élu(e)? Et le TGV dans tout ça? Et la consultation de Batera?...) demeuraient sans réponses. Reste le choix étriqué final à cinq voix près, celui d'une consigne de vote par un bulletin nul. Un choix par dépit tant les abertzale d'AB et d'ailleurs sont traversé(e)s voire tiraillé(e)s par des positionnements d'ordre affectif, angélique ou toujours attiré(e)s par un certain culte de la marginalité. En effet, nous avons souvent tendance à idéaliser notre Pays Basque en un territoire virtuel où les Basques seraient largement majoritaires. Il serait temps de se rendre compte que nous ne devons notre salut et une avancée certaine en terme de reconnaissance linguistique et territoriale que si une bonne partie des non Basques et non abertzale nous accompagne sur ce chemin-là.

Il en va de notre survie.

Tout bénéf pour les Verts

Sans avoir la prétention de lire dans le marc de café, tout un chacun, finalement connaît à l'avance le peu de succès d'une telle démarche... Ici, contrairement au Pays Basque Sud, seules quelques centaines de personnes appliqueront la consigne, une autre partie n'ira pas voter et la majorité des abertzale et des sympathisant(e)s —plusieurs milliers de voix— ira sans état d'âme apporter son soutien à la liste d'Aquitaine écologie. Car la liste écolo and co, la plus proche ou la moins éloignée des revendications abertzale parmi les options en lice, pourra se rendre coupable, malgré elle, d'un petit hold up électoral: pas d'abertzale (basque) dans les pattes donc pas d'élu(e) potentiel(le), pas d'exigence en matière de contenu programmatique propre aux abertzale,... Rien pour influencer lors de ces élections, et pas de soutien électoral clair des abertzale à celles et ceux qui s'opposent aux voies nouvelles du TGV... Finalement le plus cocasse dans ce riffifi local pré électoral serait que AB par son (non) choix permette à EA et sa dizaine d'adhérents de faire alliance avec Aquitaine écologie (et donc de ne pas constituer un front symbolique —mê-

me incomplet— au sein d'Euskal Herria Bai), et à Batasuna, ou peut-être plus sûrement au PNV, de constituer une liste «pour du beurre» mais qui pourrait tenter un nombre conséquent d'abertzale à voter «100% basque».

Du pain sur la planche

Mais pour relativiser tout cela, et parce qu'il y a une vie hors des élections régionales, un chantier de première nécessité se présente à nous, abertzale, pour lequel il faut dès maintenant s'investir sans retenue. La consultation citoyenne organisée par Batera qui a une obligation de réussite. La question posée, qui sera affirmée lors de l'AG de Batera le samedi 9 janvier prochain, concernera l'existence institutionnelle du Pays Basque Nord. Et à ce titre, elle ne pourra que participer à cette union de tous les abertzale. Même si l'enjeu, le plus important de ces dernières années, sera d'inciter le plus grand nombre d'électeurs et électrices à la fois à se déplacer aussi vers nos urnes et à se prononcer pour une collectivité territoriale autonome. Et on le sait, le succès recherché de cet énorme challenge se prépare dès aujourd'hui. Faisons de ce temps fort la priorité de nos priorités.

Jean-Marc Abadie

■ **Procès à Paris.** Le 10 novembre s'est ouvert devant la Cour d'assises de Paris le procès de sept militants présumés d'ETA. Parmi eux, deux sont considérés comme des dirigeants: Patxi Abad et Iban Fernandez Iradi, dit «Susper». Outre le refus de reconnaître leurs juges, les accusés ont dénoncé des mauvais traitements au moment de leur arrestation le 4 décembre 2003. La Ziburutar Garazi Aldana comparaît libre. Le 19 novembre, le Tribunal correctionnel de Paris a jugé par défaut Josu Urrutikoetxea et son fils Egoitz. 7 et 4 ans de prison ont été requis à leur rencontre. Jugement en janvier.

■ **Extradition en jeu.** La cour d'appel de Pau a admis le 18 novembre le Mandat d'arrêt européen (MAE) espagnol visant l'avocat Joseba Agudo, arrêté le 29 octobre à Hendaye. L'avocate Maritxu Paulus Basurco a introduit un recours en cassation. Le tribunal de Belfast a de son côté rejeté le 18 novembre un MAE espagnol sur Arturo Villanueva, pour défaut d'éléments sollicités auprès de Madrid. Un appel du parquet est possible. Mais cette décision est de bon augure pour Iñaki de Juana, toujours en attente en Irlande du Nord.



AG d'Abertzaleen Batasuna le 14 novembre

Bertsolari Txapelketa Nagusia 2009 finalurrekoa Gernika

Sustrai Colina	655,0
Igor Elortza	641,0
Beñat Gaztelumendi	634,25
Miren Amuriza	631,25
Jone Uría	613,25
Jon Martin	606,5



Sustrai Colina

Bertsolari Txapelketa Nagusia 2009 finalurrekoa Iruñea

Unai Iturriaga	692,25
Amets Arzallus	685,75
Aitor Mendiluze	669,75
Iñaki Zelaia	639,25
Julio Soto	628,5
Onintza Enbeita	620,75



Unai Iturriaga



Politique de Matamore

IL aura fallu 47 jours pour obtenir la libération des marins séquestrés d'Alakrana: 47 jours et à plus forte raison 47 nuits de souffrance pour les otages, les familles, les amis; 44 jours et 45 nuits de trop, car deux ou trois auraient dû suffire pour arriver au but prévisible: payer la rançon exigée par les pirates. L'insigne habileté des pouvoirs espagnols a permis ce miracle de lenteur. L'orgueil rend aveugle, et le nationalisme ibérique en regorge. Les grands (socialistes) d'Espagne se croient-ils encore au temps où Charles Quint régnait sur les océans? Pour toute personne sensée, il était clair dès le départ que le transfert à Madrid des deux pirates prisonniers était une pure folie, dont on ne pourra se libérer que par des trésors d'hypocrisie pseudo-judiciaire: que n'aurait-on pas fait pour sauver la face d'un gouvernement aussi maladroit et dissimuler ce qui était de toute évidence incontournable: négocier avec les terroristes!

L'interminable affaire de l'Alakrana aura fait au moins deux victimes: l'épouse d'un marin africain séquestré, et le bascologue biscayen Juan-José Zearreta, mort dans un accident de voiture le samedi 7 octobre, en rentrant de la grande manifestation de Bermeo en faveur des otages basques, galiciens et africains. Il était la cheville

Jean-Louis Davant

ouvrière de l'Académie de la langue basque Euskaltzaindia.

Etrange parallèle avec la conduite des affaires basques. Là aussi un excès d'habileté à courte vue tient lieu de stratégie, et finalement de véritable intelligence politique. Par une alliance



«L'interdiction persistante de la gauche abertzale permet à la minorité unioniste de gouverner le Pays Basque Sud contre la majorité souverainiste»

contre nature avec la droite néo-franquiste, le PSOE veut écarter de la scène politique le mouvement national basque: il en interdit la gauche et met artificiellement en minorité le centre-droit (PNV), premier parti de la Communauté autonome basque.

Aujourd'hui la gauche abertzale (patriote) affirme sa volonté de faire de la politique en dehors de

toute lutte armée. Le ministère de l'Intérieur espagnol refuse de prendre en compte cette évolution positive, il lui oppose une exigence nouvelle: ETA doit rendre les armes. L'arrêt de la lutte armée ne lui suffit pas, il y ajoute l'humiliation d'une reddition sans condition. C'est une façon perverse de faire durer une situation politique trouble qui permet à la minorité unioniste PSOE-Droite néo-franquiste de gouverner le Pays Basque Sud contre la majorité souverainiste.

On le sait notamment par l'exemple irlandais: la remise ou la destruction des armes ne peut être que l'aboutissement d'un processus de paix. Ensuite il ne reste plus rien à négocier. Or il faudra négocier avec ETA, comme avec les pirates somaliens. Ici aussi, que de temps perdu! Depuis cinquante ans, l'on nous parle périodiquement de dernier quart d'heure, mais celui-ci recule constamment comme l'horizon.

Franco lui-même n'a pas réussi à mater le peuple basque en 40 ans de dictature. Il a suivi dans l'échec les régimes précédents, tous congénitalement hostiles à l'émancipation (même linguistique) des Basques. L'on peut prédire le même succès à la «jeune démocratie espagnole» si elle s'entête à traiter le problème basque avec la même habileté que l'affaire de l'Alakrana.

Sur votre agenda

Azaraa:

✓ **Vendredi 27, 21h, HAZ-PARNE** (Chapelle du Sacré Cœur). Dernier entre Gaspar Claus (violoncelle) et Catherine Jauniaux (chant improvisé).

✓ **Samedi 28, BAIONA** (Place Lacarre). Baionan Kantuz.

✓ **Samedi 28, HELETA** (La Mer, Itsasoa). De 15h à 17h, atelier calligraphie médiévale. De 18h à 20h, atelier Mus.

✓ **Samedi 28, 16h, BIARRITZE** (Médiathèque). Présentation du film documentaire «Euskal Herria hortik hara» (en basque).

✓ **Samedi 28,**

21h, IZPURA (salle Faustin Bentaberri). Représentation du spectacle «Le Frichti de Fatou» par la Compagnie Tombés du



Ciel.

✓ **Dimanche 29, ANGELU** (Port, forêt de Chiberta, forêt de Lazaret). Randonnée en équipe de deux avec un vélo tout terrain; un coureur et un vététiste sur un parcours de 18km.

■ **Samedi 5 décembre** à 9h30 du matin, mairie d'Itsasu, réunion d'information sur la réforme des collectivités territoriales organisée par l'association des élus d'Abertzaleen Batasuna.

✓ **29 igandez, 16.30 etan, URRUNA** (Polikiroldegian). Canta u populu Corsu. Urruñako ikastola eta Ziburuko Piarres Larzabal kolegioaren alde.

Egunkaria Libre ! Elkarretaratzea

Azaroaren 27an, ostiralarekin, 18:00etan. Baionako Herriko Etxearen aitzinean. Pasa hitza Informazio gehiago: www.egunkaria.info

■ **L'Institut culturel basque recrute** Un(e) responsable «Médiation culturelle». **Missions:** assurer le suivi des activités des associations; proposer des animations aux services culturels des communes et les co-organiser; développer les relations transfrontalières.

Langues: basque et français, parlé et écrit, espagnol parlé, anglais souhaité. **Formation initiale:** Bac + 3 minimum, avec expérience professionnelle dans le domaine culturel.

Conditions: CDD 1 an, avec possibilité de renouvellement.

Envoyez votre lettre de motivation et votre CV avant le 11 décembre 2009 à l'adresse suivante:

Institut culturel basque, Château Lota - BP 6, 64480 Ustaritz / Uztaritze.

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● Hemen lance un wiki participatif 4 et 9

● Les préliminaires d'une future trêve d'ETA 10

Cahier n°2 «Alda!» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: en-bata@wanadoo.fr